

Article du Courrier sur le festival Culturescapes

14.10.2011

Categories: Boycott culturel

ISRAËL-PALESTINE La controverse qui entoure la tenue en Suisse du festival Culturescapes Israel souligne comme rarement l'imbrication entre art et politique. Déjà employée contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud, l'arme du boycott culturel ne fait pas l'unanimité.

Culturescapes Israel bat son plein. Depuis un mois et jusqu'au 26 novembre, le festival essaime à travers la Suisse ses propositions artistiques – théâtre, danse, arts plastiques, musique, cinéma – dans une trentaine de villes. De Bâle, son port d'attache, au Tessin en passant par la plupart des villes alémaniques. Alors qu'à Vidy-Lausanne les représentations du spectacle de «théâtre visuel» Savanna se sont achevées hier, à Genève la chanteuse Yasmin Lévy est attendue le 31 octobre au BFM et l'orchestre de chambre Camerata de Jérusalem le 5 novembre au Conservatoire de Musique. Pluridisciplinaire, l'événement est donc d'envergure nationale, même si son rayonnement est moindre en Suisse romande.

Problème: en jetant son dévolu sur Israël, Culturescapes s'est mis à dos les militants de la campagne «BDS», ou «boycott-désinvestissement-sanctions» (Le Courrier du 29 septembre). Cette campagne internationale est soutenue par les Palestiniens, mais aussi par les opposants israéliens à la politique du gouvernement Netanyahou – c'est le «Boycott de l'intérieur». La campagne BDS accuse Culturescapes Israel de complicité avec l'oppression des Palestiniens et interpelle ses initiateurs: le festival est-il «une vitrine pour l'Apartheid en Suisse?»

Sur son site internet, Culturescapes présente l'édition 2011 en ces termes: «Chacun sait qu'Israël et la Suisse ont des liens historiquement forts – par exemple, le premier des nombreux Congrès sionistes s'est tenu à Bâle en 1897.» L'argument n'est pas des plus adroits dans le contexte international actuel. Patronné par Micheline Calmy-Rey et par Guy Morin, président du Canton de Bâle-Ville, Culturescapes est soutenu par Pro Helvetia (Fondation suisse pour la culture), par le Ministère israélien des affaires étrangères et l'Association Suisse-Israël (laquelle n'a jamais manqué de critiquer la conseillère fédérale pour sa politique étrangère, jugée trop complaisante avec le Hamas ou l'Iran).

La question palestinienne

Surpris par la virulence des attaques contre le festival, son directeur Jurriaan Cooman s'affirme «non-partisan». Il estime que le boycott d'une manifestation artistique est un contresens: «Nous avons collaboré avec la Turquie et la Chine, qui connaissent des problèmes de liberté d'expression. Il faut justement tendre des ponts et dialoguer avec ces pays. Je vais beaucoup en Israël et je vous assure que beaucoup d'artistes y sont critiques.» Jurriaan Cooman dit avoir eu les mains libres pour élaborer sa programmation. Mais il reconnaît que le mélange d'artistes israéliens avec des Palestiniens des territoires occupés n'était pas envisageable: «J'aimerais y remédier en mettant sur pied une édition du festival centrée sur les territoires palestiniens.» En l'état, si des thématiques sociales et politiques sont présentes dans certaines expositions ou des films comme *Valse avec Bashir* (le traumatisme d'un vétéran de la guerre du Liban) et *Children of the Sun* (bilan contrasté de l'idéal kibboutznik), Culturescapes fait l'impasse sur la question palestinienne.

Pro Helvetia défend pour sa part la «liberté de l'art». Chargée de communication de la Fondation, Claudine Chappuis affirme que «boycotter toute forme d'échange culturel avec Israël aurait l'effet inverse et viendrait apporter de l'eau au moulin de ceux qui ont justement pour objectif d'affaiblir les voix critiques.» Pro Helvetia subventionne *Swiss Season*, le volet de Culturescapes qui se déroule en Israël. C'est dans ce cadre que la compagnie de danse genevoise Alias a présenté, début octobre, son spectacle *Sideways Rain* au Centre Suzanne Dellal à Tel-Aviv. Alias n'a pas voulu répondre aux critiques de BDS, pas plus qu'aux questions du Courrier.

On le voit, le boycott culturel ne fait pas l'unanimité, loin s'en faut. Seuls quelques lieux et artistes ont refusé de participer à Culturescapes Israel. Coresponsable de la cinémathèque Lichtspiel à Berne, Judith Hofstetter explique ainsi que la salle, qui avait pris part au festival l'an dernier, s'est abstenue cette année à cause du boycott: «Nous préférierions mettre sur pied un festival plus ample sur le même thème, incluant des films palestiniens.»

Levier de la société civile

Depuis son lancement en 2005, la campagne BDS a pris de l'ampleur, à mesure que les actions de l'Etat israélien rencontraient la désapprobation de l'opinion mondiale (blocus et offensive contre Gaza, répression des flottilles de la paix, poursuite de la colonisation). De nature à écorner le prestige moral d'Israël, le boycott culturel est soutenu par les cinéastes Ken Loach, Jean-Luc Godard ou Mike Leigh, les musiciens Roger Waters (Pink Floyd), Elvis Costello et tout récemment Natacha Atlas (qui a renoncé à tourner en Israël), les intellectuels John Berger, Naomi Klein ou Slavoj Zizek, quelques 500 artistes montréalais, 150 artistes irlandais, une trentaine de plasticiens indiens et des dizaines d'autres à travers le monde. Le mouvement est soutenu depuis le début par Desmond Tutu, l'archevêque sud-africain et militant anti-apartheid emblématique, âgé de 80 ans. Ce qui établit un parallèle évident avec la lutte anti-apartheid (lire en page suivante).

Alain Gresh, directeur adjoint du Monde diplomatique et spécialiste du Proche-Orient, analyse ainsi le phénomène: «On est face à un gouvernement inflexible qui ne paie aucun prix pour l'occupation. Face aux soutiens étatiques dont dispose Israël, et qui, contrairement à ce que l'on croit, sont sans précédent – notamment ses relations avec l'Union européenne –, le boycott est un levier que peut actionner la société civile.»

Si l'appel au boycott des biens de consommation d'origine israélienne – à l'instar de la pétition adressée par la campagne BDS à Migros et Coop – s'appuie sur un argumentaire politico-économique classique, il n'en va pas de même du boycott «intellectuel». «Celui-ci est problématique, juge Alain Gresh, car il mélange des choses très différentes. Il y a le boycott académique, justifiable car il touche les universités, qui constituent en Israël des lieux essentiels de la recherche militaire. Concernant le boycott artistique, les réticences sont davantage perceptibles.»

«A notre place»

La Cave 12, association genevoise dédiée aux musiques expérimentales, a fait le choix de découvrir la scène alternative israélienne. Son expérience s'est située aux antipodes d'un échange institutionnel. Invitée par le Zimmer Tape Festival de Tel-Aviv, en mars dernier, la Cave 12 a emmené dans ses bagages des représentants de la scène suisse (le musicien Joke Lanz et le groupe Blanktapes). Avec le soutien de la Ville de Genève. «On a d'abord hésité à y aller, car on ne savait pas où on mettait les pieds, raconte Fernando Sixto, coprogrammateur de la Cave 12. En réalité, on s'est retrouvé dans un milieu incroyable, bouillonnant de créativité et très au clair politiquement. A notre arrivée à l'aéroport de Tel-Aviv, l'un des organisateurs du festival portait un t-shirt Free Palestine.» Les Suisses découvrent une effervescence insoupçonnée et discutent avec leurs homologues israéliens. «L'un d'eux nous a dit: 'Condamner tous les Israéliens, c'est comme détester tous les Suisses à cause de Blocher'.»

Pour ce voyage en Israël, la Cave 12 a bien essuyé quelques critiques dans son entourage. Mais Fernando Sixto ne regrette rien, au contraire. il est retourné à Tel-Aviv l'été dernier pour revoir ses nouveaux amis: «On est tombés en plein rassemblements monstres des Indignés. Des centaines de milliers de manifestants anti-gouvernementaux étaient massés sur les places, c'était impressionnant.» Du coup, Fernando Sixto nourrit des doutes au sujet du boycott culturel. «Je ne connais pas Culturescapes, mais à notre niveau, boycotter n'a aucun sens. J'ai le sentiment d'avoir été à ma place dans cette scène, qui ressemblait à celle des squats genevois il y a quinze ans. Bien sûr, ces gens très critiques sont minoritaires.»

Architecte israélien établi à Tel-Aviv et à Londres, Eyal Weizman est l'auteur, avec les artistes Sandi Hilal et Alessandro Petti et l'anthropologue Nicola Perugini, d'une exposition à voir en ce moment au Centre d'Art Neuchâtel (CAN) jusqu'au 28 octobre. Common Assembly. Deterritorializing the Palestinian Parliament propose une réflexion à partir du Parlement palestinien: un bâtiment à l'abandon construit dans l'euphorie d'Oslo, à cheval entre les territoires sous contrôle palestinien, Israël et une zone non-définie par le droit. Témoignage de l'érosion du corps politique et administratif, illustration par l'absurde des conflits territoriaux, ce lieu est vu par les auteurs de l'expo comme une occasion de repenser le concept de «commun». Et comme un contrepoint à Culturescapes?

Le précédent sud-africain

La campagne BDS s'est développée sur le modèle de la lutte anti-apartheid des années 1980, quand Marlon Brando, Bob Dylan ou Peter Gabriel refusaient de se rendre en Afrique du Sud tant que le système raciste y serait en vigueur. «Ce boycott s'est développé tardivement», rappelle l'historien Sébastien Guex, coauteur d'un livre sur Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'apartheid (1945-1990). «Dès 1985-86, le mouvement s'accélère: le Conseil de sécurité puis les pays scandinaves, le Canada, la Grande-Bretagne et enfin les Etats-Unis, adoptent un boycott intégral de l'Afrique du Sud, interdisant tout crédit bancaire, importation de matières premières, achat d'or ou livraison de pétrole.»

Et en Suisse? «Le boycott a eu un écho important parmi la population. Le Mouvement anti-apartheid comptait plusieurs milliers de membres. Mais la Suisse ne faisait pas partie de l'ONU, le vote du Conseil de sécurité ne la concernait pas. Les banques suisses ont continué d'accorder des prêts au régime sud-africain, lui offrant durant quelques années encore une bouffée d'oxygène pour échapper à l'asphyxie.»

La situation n'est toutefois pas comparable avec Israël. «BDS a peu de poids face au soutien dont jouit Israël, notamment aux Etats-Unis. Du point de vue moral, il n'y a pas en Israël une personnalité du calibre de Mandela pour apporter sa caution. En outre, face aux attaques, la mémoire du génocide juif cimente la

diaspora derrière le projet sioniste. S'en prendre à Israël, c'est risquer d'être taxé d'antisémitisme, ce qui complique la tâche des milieux critiques.»